Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 122

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 9 maggio 1963 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1963

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 122 DEL 9 GENNAIO 1963:

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1963.

Approvazione del ruolo di anzianità dei segretari provinciali, secondo la situazione risultante alla data del 1° gennaio 1963.

(2361)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1963.

Approvazione del ruolo di anzianità dei segretari comunali aventi i gradi di segretario generale di 1ª e 2ª classe e di segretario capo di 1ª classe, secondo la situazione risultante alla data del 1° gennaio 1963.

(2362)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 marzo 1963, n 627.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione di sicurezza sociale tra l'Italia ed il Principato di Monaco, conclusa in Roma l'11 ottobre 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione di sicurezza sociale tra la Repubblica italiana ed il Principato di Monaco conclusa in Roma l'11 ottobre 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 29 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 marzo 1963

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — BERTINELLI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convention de sécurité sociale entre la République Italienne et la Principauté de Monaco

Le *Président de la République Italienne* et *S. A. S. le Prince Souverain de Monaco*

animés du désir de régler les rapports en matière de sécurité sociale entre les deux Etats,

ont résolu de conclure une Convention et, à cet effet, ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Italienne

S. Exc. M. FERDINANDO STORCHI, *Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

S. A. S. le Prince Souverain de Monaco

S. Exc. M. EMILE PELLETIER, *Ministre d'Etat,*

lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Paragraphe 1er. — Les ressortissants monégasques et italiens, salariés ou considérés comme tels par les législations énumérées à l'article 2 de la présente Convention, dénommés ci-après « travailleurs », sont soumis respectivement auxdites législations applicables en Italie et dans la Principauté de Monaco.

Ils en bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces Pays.

Paragraphe 2. — Les ressortissants monégasques résidant en Italie peuvent bénéficier, dans les mêmes conditions que les ressortissants italiens, des dispositions des législations énumérées au 2 du paragraphe premier de l'article 2, relatives à l'assurance volontaire ou facultative.

A cet effet, les périodes d'assurance accomplies dans la Principauté de Monaco peuvent être totalisées, autant que cette totalisation soit nécessaire, avec les périodes d'assurance accomplies en Italie.

Les ressortissants italiens peuvent, dans les mêmes conditions, bénéficier de la possibilité de totalisation prévue à l'alinéa précédent.

Article 2

Paragraphe 1er. — Les législations de sécurité sociale auxquelles s'applique la présente Convention sont:

1. — Dans la Principauté de Monaco:

a) la législation fixant l'organisation des services sociaux;

b) la législation réglementant la couverture des charges de la maternité et des risques décès, maladie et invalidité, y compris les dispositions accordant aux retraités le bénéfice de prestations en nature en cas de maladie ou de maternité;

c) la législation sur la retraite des salariés, à l'exception des dispositions concernant la retraite uniforme;

d) la législation fixant le régime des prestations familiales;

e) la législation sur les régimes particuliers de services sociaux et de retraites, en tant qu'ils concernent les risques couverts et les prestations prévues par les législations énumérées aux alinéas précédents.

2. — En Italie:

a) la législation sur l'assurance invalidité, vieillesse et survivants;

b) la législation sur l'assurance maladie, y compris les dispositions qui en accordent le bénéfice aux titulaires d'une pension ou d'une rente;

c) la législation sur l'assurance tuberculose;

d) la législation relative à la protection physique et économique des travailleuses mères, pour la partie concernant les soins et prestations d'assurance en cas d'accouchement;

e) la législation sur les allocations familiales;

f) la législation sur les régimes spéciaux de sécurité sociale en tant qu'ils concernent les risques couverts et les prestations prévues par les législations énumérées aux alinéas précédents.

Paragraphe 2. — La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires, qui ont modifié ou complété et qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1er du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un accord intervient à cet effet entre les Pays contractants;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du Pays intéressé, notifiée au Gouvernement de l'autre Pays, dans un délai de trois mois à dater de la communication officielle desdits actes.

Article 3

Paragrafe 1er. — Les travailleurs monégasques ou italiens, occupés dans l'un des Pays contractants, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Paragraphe 2. — Le principe posé au paragraphe 1er du présent article comporte les exceptions suivantes:

a) les travailleurs habituellement occupés dans le premier Pays par une entreprise ayant dans ce Pays un établissement dont les intéressés relèvent normalement et qui sont temporairement occupés dans le deuxième Pays par ladite entreprise, demeurent soumis aux législations en vigueur dans le premier Pays pour autant que la durée probable de leur occupation sur le territoire du deuxième Pays n'excède pas douze mois; dans le cas où cette occupation, pour des motifs imprévisibles, excéderait douze mois, l'application des législations en vigueur dans le premier Pays pourra exceptionnellement être maintenue avec l'accord des autorités administratives compétentes du deuxième Pays.

b) les travailleurs des entreprises de transport qui se rendent d'un des Pays contractants dans l'autre Pays, occupés dans les parties mobiles de ces entreprises (personnel ambulant), sont exclusivement soumis aux législations en vigueur dans le Pays où l'entreprise a son siège:

c) les voyageurs ou représentants de commerce travaillant pour le compte d'employeurs établis à Monaco et en Italie sont soumis aux législations du Pays sur le territoire duquel ils résident habituellement avec leurs ayants-droit;

d) les membres italiens des équipages des navires battant pavillon monégasque sont soumis aux législations monégasques, quel que soit le lieu de leur résidence.

Les membres monégasques des équipages des navires battant pavillon italien sont soumis aux législations italiennes, quel que soit le lieu de leur résidence;

e) les travailleurs à domicile sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur domicile, quel que soit le lieu du siège de l'établissement employeur.

Les modalités d'application du présent alinéa, notamment en ce qui concerne le recouvrement des cotisations à charge de l'employeur, seront fixées par un arrangement administratif.

Paragraphe 3. — Les autorités administratives compétentes des Pays contractants pourront prévoir, d'un commun accord, d'autres exceptions à la règle énoncée au paragraphe 1er du présent article.

Elles pourront convenir également que les exceptions prévues au paragraphe 2 ci-dessus ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

Article 4

Les dispositions du paragraphe 1er de l'article 3 sont applicables aux travailleurs, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires monégasques ou italiens ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois:

1) sont exceptés de l'application du présent article les agents diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries;

2) les travailleurs ressortissants du pays dont relève la représentation diplomatique ou consulaire peuvent opter, dans un délai qui sera fixé par un arrangement administratif, entre l'application de la législation du Pays de leur lieu du travail ou celle de la législation de leur Pays d'origine.

Article 5

En ce qui concerne le paiement des prestations en espèces, ne sont pas opposables aux travailleurs italiens et monégasques les dispositions contenues dans les législations monégasques et italiennes qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Titre II

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre 1er

Assurance maladie, tuberculose, maternité, décès (Indemnités funéraires)

Article 6

Paragraphe 1er. — Les travailleurs qui se rendent de l'un des Pays contractants dans l'autre, pour y exercer leur activité, bénéficient, ainsi que leurs ayants-droit résidant dans le Pays du nouveau lieu de travail, des prestations prévues par la législation de ce Pays en cas de maladie ou de tuberculose pour autant que:

1) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du Pays du nouveau lieu de travail en totalisant les périodes d'assurance accomplies successivement ou alternativement dans les deux Pays et sous réserve des dispositions de l'article 9;

2) l'affection se soit déclarée postérieurement à leur dernière affiliation au régime de ce Pays.

Paragraphe 2. — Dans le cas ou l'affection s'est déclarée avant l'affiliation au régime du Pays du nouveau lieu de travail et où la période d'assurance accomplie précédemment par le travailleur au régime de l'autre Pays n'a pas cessé de produire effet, les prestations demeurent à la charge de ce dernier régime. Les conditions dans lesquelles elles sont servies seront déterminées par un arrangement administratif.

Article 7

Paragraphe 1er. — Les travailleurs qui se rendent de l'un des Pays contractants dans l'autre pour exercer leur activité, bénéficient, ainsi que leurs ayants-droit résidant dans le Pays du nouveau lieu de travail, des prestations de maternité de ce Pays, pour autant qu'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législa-

tion du Pays de leur nouveau lieu de travail, en totalisant les périodes d'assurance accomplies dans le Pays qu'ils quittent et celles accomplies postérieurement à leur affiliation au régime du Pays de leur nouveau lieu de travail et sous réserve des dispositions prévues à l'article 9.

Paragraphe 2. — Toutefois, la charge des prestations de l'assurance maternité incombe au régime du Pays dont relevait le travailleur à la date présumée de la conception. Les conditions dans lesquelles ces prestations sont servies seront déterminées par un arrangement administratif.

Article 8

Paragraphe 1er. — Les travailleurs qui se rendent de l'un des Pays contractants dans l'autre pour y exercer leur activité ouvrent droit à l'attribution du capital décès prévu par la législation monégasque ou aux allocations funéraires prévues par la législation italienne conformément à la législation du nouveau lieu de travail, pour autant qu'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du Pays de leur nouveau lieu de travail, en totalisant les périodes d'assurance accomplies successivement, ou alternativement, dans les deux Pays et sous réserve des dispositions prévues à l'article 9.

Paragraphe 2. — Toutefois, le régime qui a la charge d'une maladie ou des suites d'un accident ayant entraîné le décès conserve la charge des prestations dues pour ce décès.

Article 9

La totalisation des périodes visées aux articles 6, 7 et 8 est subordonnée, lorsqu'elle est nécessaire, à la condition que ne se soit pas écoulé, entre la fin de la période accomplie sous l'un des régimes et le début de celle commencée sous l'autre régime, un délai supérieur à une durée qui sera fixée par un arrangement administratif.

Toutefois, pour l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance tuberculose du régime italien, il ne sera pas tenu compte du délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 10

Paragraphe 1er. — Les ayants-droit du travailleur, dont la résidence est demeurée fixée sur le territoire du Pays d'origine, bénéficient des prestations en nature prévues par la législation de ce Pays en cas de maladie, tuberculose ou de maternité, sous réserve que le travailleur remplisse les conditions requises par la législation du Pays du lieu de travail pour l'ouverture du droit.

Paragraphe 2. — Ces prestations sont servies par l'organisme compétent du Pays de résidence des ayants-droits dans les conditions prévues par la législation de ce Pays.

Paragraphe 3. — Ces prestations sont remboursées forfaitairement, par l'organisme du Pays du lieu de travail auquel le travailleur est affilié, sur la base du coût moyen par travailleur des prestations servies par l'organisme du Pays de résidence à ses propres assurés dans le secteur du commerce et de l'industrie correspondant.

Toutefois, la valeur du forfait de base ne peut excéder le coût moyen, par travailleur des prestations correspondantes servies par le régime général du Pays du nouveau lieu de travail.

Le montant des prestations en nature servies au travailleur, et, éventuellement, à ceux de ses ayants-droit résidant dans le Pays du lieu de travail, selon la législation de ce Pays, est déduit du montant du remboursement forfaitaire prévu au premier alinéa du présent paragraphe.

Paragraphe 4. — Les conditions d'application et les modalités du remboursement seront déterminées par un arrangement administratif.

Article 11

Le travailleur et ses ayants-droits résidant dans le Pays du lieu de travail peuvent recevoir des soins sur le territoire de l'autre Pays, soit dans le cas d'urgence médicale, soit après accord exprès de l'organisme auquel le travailleur est affilié.

Les prestations correspondantes peuvent être servies par l'organisme compétent de l'autre Pays. Elles le sont alors dans les conditions prévues par la législation de ce Pays et remboursées par l'organisme d'affiliation, à concurrence de leur montant, selon les modalités qui seront fixées par un arrangement administratif.

Les dispositions du présent article sont applicables aux titulaires d'une pension d'invalidité, de vieillesse et survivants, ainsi qu'à leurs ayants-droit.

Article 12

Pour l'exercice du contrôle médical des bénéficiaires de soins, les organismes de chaque Pays pourront effectuer les contrôles nécessaires sur le territoire de l'autre Pays.

Les conditions d'exercice de ce contrôle seront déterminées per un arrangement administratif.

Article 13

Les dispositions de la législation italienne relatives au contentieux du contrôle technique sont applicables aux soins donnés aux bénéficiaires du régime italien sur le territoire monégasque; les décisions prises s'imposent aux organismes italiens de sécurité sociale.

Les dispositions de la législation monégasque relative au contentieux du contrôle technique sont applicables aux soins donnés aux bénéficiaires du régime monégasque sur le territoire italien; les décisions prises s'imposent aux organismes monégasques de sécurité sociale.

Les éventuelles décisions disciplinaires prises par les organismes d'un Pays sont communiquées aux autorités compétentes de l'autre Pays.

Article 14

Les titulaires d'une pension d'invalidité servie en application des dispositions de l'article 15 de la présente Convention, qui ont droit aux prestations en nature de l'assurance maladie en vertu de la législation du Pays où leur pension a été liquidée, bénéficient desdites prestations dans les conditions suivantes:

ces prestations sont servies par l'organisme compétent du Pays sur le territoire duquel se trouve le domicile des intéressés et selon la législation applicable dans ce Pays; elles restent à la charge de cet organisme;

les ayants-droit du pensionné sont ceux qui sont considérés comme tels par la législation du Pays sur le territoire duquel se trouve son domicile.

CHAPITRE II
Assurance invalidité

Article 15

Paragraphe 1er. — Lorsqu'un travailleur, soumis successivement ou alternativement au régime italien de l'assurance invalidité, vieillesse et survivants, et au régime monégasque d'assurance invalidité, ne peut bénéficier d'un droit à pension d'invalidité en vertu des seules périodes d'assurance respectivement accomplies, à Monaco et en Italie, lesdites périodes sont totalisées, pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit à pension, à condition qu'elles ne se superposent pas. En ce qui concerne le régime monégasque, la disposition de l'article 9 est applicable par analogie.

Paragraphe 2. — Lorsque le droit à une pension d'invalidité est subordonné à l'accomplissement de périodes d'assurance dans une profession soumise à un régime spécial, seules sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de cette pension, les périodes accomplies sur le territoire de l'autre Pays dans la même profession.

Si, malgré la totalisation desdites périodes, le travailleur ne remplit pas les conditions lui permettant de bénéficier d'une pension du régime spécial visé, les périodes dont il s'agit sont alors totalisées en vue de l'admission au bénéfice d'une pension du régime général.

Paragraphe 3. — Les pensions, auxquelles le travailleur visé au paragraphe 1er du présent article peut prétendre en vertu des législations des deux Pays, sont liquidées de la manière suivante:

a) l'organisme compétent de chacun des deux Pays vérifie si l'intéressé réunit les conditions requises par sa propre législation pour avoir droit à la pension prévue par elle, compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance accomplies dans les deux Pays;

b) si le droit est acquis en vertu de l'alinéa précédent, l'organisme compétent du Pays intéressé détermine, pour ordre, le montant de la pension à laquelle le travailleur aurait droit selon sa propre législation si toutes les périodes d'assurance, totalisées selon les modalités visées au paragraphe 1er du présent article, avaient été accomplies exclusivement sur son territoire; sur cette base, dont le montant sera porté, le cas échéant, au minimum de pension garanti par la législation applicable, chaque organisme compétent fixe le montant de la pension qu'il doit au prorata de la durée des périodes accomplies sous son régime par rapport à la durée totale des périodes accomplies sous les régimes des deux Pays;

c) si, selon la législation d'un des deux Pays, la pension est calculée par rapport au montant des salaires perçus ou des cotisations versées, les salaires ou les cotisations concernant les périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation de l'autre Pays sont prises en considération par l'organisme qui détermine la pension sur la base de la moyenne des salaires perçus ou des cotisations versées pour les périodes d'assurance accomplies sous son propre régime;

d) si, d'après la législation de l'un des deux Pays, le montant de la pension varie avec le nombre des membres de la famille, l'organisme qui la détermine prend également en compte, en vue du calcul de cette pension, les membres de la famille résidant sur le territoire de l'autre Pays;

e) si l'intéressé, compte tenu de la totalisation des périodes visées au paragraphe 1er du présent article, ne remplit pas, à un moment donné les conditions exigées par les législations des deux Pays, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'entre elles, le montant de la pension est déterminé conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du présent paragraphe; dans ce cas, la pension est liquidée par l'organisme compétent de l'autre Pays dès que sont remplies les conditions exigées par la législation de ce Pays.

Article 16

Si, après suspension de la pension d'invalidité, le travailleur recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension antérieurement accordée.

Si, après suppression de la pension d'invalidité, l'état du travailleur justifie l'octroi d'une nouvelle pension, cette dernière est liquidée suivant les règles établies par l'article 15 ci-dessus.

Article 17

Les autorités administratives compétentes des Pays contractants règleront, d'un commun accord, les modalités du contrôle médical et administratif des invalides.

CHAPITRE III
Pension de vieillesse et de réversion

Article 18

Les conditions dans lesquelles les travailleurs, dont les périodes d'assurance dans chacun des deux régimes sont insuffisantes pour ouvrir droit à une pension de retraite ou de réversion, feront l'objet d'un Accord particulier à intervenir. Il en sera de même pour les prestations en nature de l'assurance maladie des titulaires d'une pension de retraite liquidée par un seul des deux régimes.

CHAPITRE IV
Allocations familiales

Article 19

Les travailleurs exerçant leur activité sur le territoire de l'un des Pays et dont les enfants à charge, au sens de la législation applicable dans ce Pays, résident sur le territoire de l'autre Pays, bénéficient d'allocations familiales dans les conditions prévues par la législation du Pays du lieu de travail.

Toutefois, le montant des allocations est calculé suivant le tarif fixé par la législation du Pays de résidence des enfants.

Ces allocations sont servies par l'organisme compétent de ce dernier Pays et remboursées par l'organisme d'affiliation du travailleur, chef de foyer.

Les modalités de calcul des allocations et de leur remboursement ainsi que les règles concernant le cumul seront fixées par un arrangement administratif.

Article 20

Pour l'ouverture du droit aux allocations familiales, il est tenu compte, s'il est nécessaire, des périodes de travail effectuées tant dans l'un que dans l'autre Pays.

TITRE III
DISPOSITIONS GENERALES ET DIVERSES

CHAPITRE 1er
Entr'aide administrative

Article 21

Les autorités, ainsi que les organismes de sécurité sociale des deux Pays contractants, se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes de sécurité sociale.

Article 22

Paragraphe 1er. — Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des Pays contractants pour les pièces à produire aux administrations ou organismes de sécurité sociale de ce Pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention aux administrations ou organismes de sécurité sociale de l'autre Pays.

Paragraphe 2. — Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 23

Les demandes et recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des Pays contractants, compétent pour recevoir des demandes et recours en matière de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre Pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre sans retard les demandes et recours à l'organisme compétent.

Article 24

Paragraphe 1er. — Les autorités administratives compétentes des Pays contractants arrêteront directement les mesures d'application de la présente Convention en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur Pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

Paragraphe 2. — Les autorités administratives compétentes des Pays contractants détermineront, d'un commun accord, les mesures à prévoir, en vue d'éviter les cumuls, dans le cas où l'application des législations ou réglementations des deux Pays contractants et de la présente Convention aurait pour effet d'ouvrir simultanément des droits à des prestations incombant aux institutions de sécurité sociale des deux Pays.

Paragraphe 3. — Les autorités ou services compétents de chacun des Pays contractants se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'interieur de leur propre Pays.

Article 25

Sont considérés, dans chacun des Pays contractants, comme autorités administratives compétentes, au sens de la présente Convention, les Ministères ou Départements Ministériels qui ont, chacun en ce qui le concerne, les législations énumérées à l'article 2 dans leurs attributions.

CHAPITRE II
Dispositions diverses

Article 26

Lorsque des cotisations de sécurité sociale sont dues à des autorités ou organismes de sécurité sociale de l'un des Pays contractants par un débiteur résidant sur le territoire de l'autre Pays contractant, ces cotisations peuvent être recouvrées, dans le cas où la créance est liquide et exigible, suivant les procédures de recouvrement des cotisations de sécurité sociale en vigueur dans le Pays de résidence du débiteur pour le compte des autorités ou organisme du Pays créancier.

Dans ce cas, la procédure est exercée par les autorités ou organismes du Pays de résidence du débiteur pour le compte des autorités ou organismes du Pays créancier.

Un arrangement administratif déterminera les modalités d'application du présent article.

Article 27

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de la participation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de la sécurité sociale.

Article 28

Paragraphe 1er. — Les questions relatives à l'application de la présente Convention sont réglées par une Commission mixte, composée des représentants des autorités compétentes de chaque Pays, qui se réunira à Rome ou a Monaco.

Paragraphe 2. — Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organisme arbitral devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la presente Convention.

Article 29

Paragraphe 1er. — La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Monaco aussitôt que possible.

Paragraphe 2. — Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra celui au cours duquel aura lieu l'échange des instruments de ratification.

Paragraphe 3. — Les prestations dont le service aurait été suspendu en application des dispositions en vigueur dans un des Pays contractants en raison de la nationalité ou de la résidence des intéressés à l'étran-

ger, seront servies à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention. Les prestations qui n'avaient pu être attribuées aux intéressés pour la même raison, seront liquidées et servies à compter de la même date.

Paragraphe 4. — Pour l'application de la présente Convention, il doit être tenu compte également des périodes d'assurance antérieures à son entrée en vigueur.

Article 30

Paragraphe 1er. — La présente Convention est conclue pour une durée d'une année. Elle se renouvellera tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2. — En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoieraient pour le cas de séjour à l'étranger d'un travailleur.

Paragraphe 3. — En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurance ou de cotisation accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente Convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette Convention resteront applicables dans les conditions qui devront être prévues par des accords complémentaires.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs chachets.

Fait à Rome, le 11 octobre 1961 en double exemplaire.

Pour la République Italienne
FERDINANDO STORCHI

Pour la Principauté de Monaco
EMILE PELLETIER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO MINISTERIALE 21 marzo 1963.

Riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di Bobbio (Piacenza).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Bobbio (Piacenza) in data 8 ottobre 1961, n. 30, con la quale è stato proposto che al territorio di quel Comune venga riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Art. 1.

All'intero territorio del comune di Bobbio (Piacenza) è conferito il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo.

Art. 2.

Per il conseguimento delle finalità turistiche dello intero territorio del comune di Bobbio, è istituita la Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Bobbio.

Il prefetto di Piacenza è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 21 marzo 1963

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(3911)

DECRETO MINISTERIALE 22 aprile 1963.

Integrazione dell'elenco dei presidi medico-chirurgici con l'inclusione di « tubi, maschere ed apparecchiature per la rianimazione ».

IL MINISTRO PER LA SANITA

Visto l'art. 189 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 6 dicembre 1928, n. 3112, che approva il regolamento per l'esecuzione della legge 23 giugno 1927, n. 1070, contenente disposizioni varie sulla sanità pubblica;

Visti i decreti ministeriali 5 febbraio 1929 e 20 luglio 1938 e il decreto A.C.I.S. 20 ottobre 1947;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Ritenuta la necessità di includere nell'elenco dei presidi medico-chirurgici sottoposti a registrazione i tubi, le maschere e le apparecchiature per la rianimazione;

Udito il parere del Consiglio superiore di sanità;

Decreta:

Art. 1.

All'elenco dei presidi medico-chirurgici, allegato al regio decreto 6 dicembre 1928, n. 3112, sono aggiunti « i tubi, le maschere e le apparecchiature per la rianimazione ».

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' consentito alle ditte che, alla data suddetta, abbiano già in commercio i prodotti su indicati, il termine massimo di due mesi, dalla data stessa, per presentarne le rispettive domande di registrazione.

Roma, addì 22 aprile 1963

Il Ministro: JERVOLINO

(3678)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla provincia di Reggio Calabria ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 29 aprile 1963, la provincia di Reggio Calabria viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.884.500.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4227)

Autorizzazione alla provincia di Nuoro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 29 aprile 1963, la provincia di Nuoro viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 312.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'articolo 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4228)

Autorizzazione al comune di Arzergrande ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 18 marzo 1963, registrato alla Corte dei conti l'11 aprile 1963, registro n. 12 Interno, foglio n. 21, l'Amministrazione comunale di Arzergrande (Padova), viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.530.805 per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3819)

Autorizzazione al comune di Rossano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 2 maggio 1963, il comune di Rossano (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 123.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4229)

Autorizzazione al comune di Guardia Piemontese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Guardia Piemontese (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.955.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3788)

Autorizzazione al comune di Castrovillari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Castrovillari (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 132.450.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3789)

Autorizzazione al comune di Belmonte Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Belmonte Calabro (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.990.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3790)

Autorizzazione al comune di Modugno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Modugno (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 63.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3791)

Autorizzazione al comune di Noci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Noci (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 155.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3792)

Autorizzazione al comune di Noicattaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Noicattaro (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 67.500.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3793)

Autorizzazione al comune di Tiriolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Tiriolo (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.837.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3794)

Autorizzazione al comune di Squillace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Squillace (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.492.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3795)

Autorizzazione al comune di Vallefiorita ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Vallefiorita (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.980.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3796)

Autorizzazione al comune di Tropea ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Tropea (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 82.492.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3797)

Autorizzazione al comune di Sorianello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Sorianello (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.545.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3798)

Autorizzazione al comune di Zungri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Zungri (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.587.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3799)

Autorizzazione al comune di Sorbo San Basile ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Sorbo San Basile (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.850.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3800)

Autorizzazione al comune di Soveria Sinseri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Soveria Sinseri (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.064.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3801)

Autorizzazione al comune di Staletti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Staletti (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.830.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3802)

Autorizzazione al comune di Dipignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Dipignano (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3803)

Autorizzazione al comune di Montebello Ionico ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Montebello Ionico (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 38.970.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3805)

Autorizzazione al comune di Maschito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Maschito (Potenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 37.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3804)

Autorizzazione al comune di Melicucco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Melicucco (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.600.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3806)

Autorizzazione al comune di Melito Porto Salvo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Melito Porto Salvo (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 20.025.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3807)

Autorizzazione al comune di Frignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Frignano (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3808)

Autorizzazione al comune di Gallo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Gallo (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.060.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3809)

Autorizzazione al comune di Mammola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963 il comune di Mammola (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3810)

Autorizzazione al comune di Locri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Locri (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 72.600.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3811)

Autorizzazione al comune di Rizziconi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Rizziconi (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.090.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3812)

Autorizzazione al comune di Fiumara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Fiumara (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.940.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3813)

Autorizzazione al comune di Galatro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Galatro (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3814)

Autorizzazione al comune di Laganadi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963 il comune di Laganadi (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.680.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3815)

Autorizzazione al comune di Molochio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963 il comune di Molochio (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.270.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3816)

Autorizzazione al comune di Portigliola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963 il comune di Portigliola (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.097.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3817)

Autorizzazione al comune di Motta San Giovanni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963 il comune di Motta San Giovanni (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.800.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'imposto del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3818)

Autorizzazione al comune di Ailano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963 il comune di Ailano (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso. a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3820)

Autorizzazione al comune di Portocannone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Portocannone (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3821)

Autorizzazione al comune di Pietracatella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Pietracatella (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3822)

Autorizzazione al comune di Tufara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963 il comune di Tufara (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 750.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3823)

Autorizzazione al comune di Castel del Giudice ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Castel del Giudice (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3824)

Autorizzazione al comune di Torella del Sannio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963 il comune di Torella del Sannio (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 750.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3825)

Autorizzazione al comune di Belmonte del Sannio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Belmonte del Sannio (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.700.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3826)

Autorizzazione al comune di Castellino del Biferno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Castellino del Biferno (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3827)

Autorizzazione al comune di Castelpetroso ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Castelpetroso (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.700.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3828)

Autorizzazione al comune di Molise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Molise (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.250.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3829)

Autorizzazione al comune di Guglionesi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Guglionesi (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3830)

Autorizzazione al comune di Concacasale ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Concacasale (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3831)

Autorizzazione al comune di Cercepiccola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Cercepiccola (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3832)

Autorizzazione al comune di Gambatesa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Gambatesa (Campobasso), viene autorizzato ad assumere uun mutuo di L. 5.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3833)

Autorizzazione al comune di Acquaviva Collecroci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1963, il comune di Acquaviva Collecroci (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 540.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3834)

Autorizzazione al comune di San Felice del Molise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di San Felice del Molise (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.145.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3835)

Autorizzazione al comune di San Giacomo degli Schiavoni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di San Giacomo degli Schiavoni (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo dei mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3836)

Autorizzazione al comune di Montemitro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Montemitro (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3837)

Autorizzazione al comune di Montelongo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Montelongo (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.017.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3838)

Autorizzazione al comune di Montecilfone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Montecilfone (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3839)

Autorizzazione al comune di Roccasicura ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Roccasicura (Campobasso), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.160.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3840)

Autorizzazione al comune di Borgorose ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Borgorose (Rieti), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.272.637, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3841)

Autorizzazione al comune di Figline Vegliaturo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Figline Vegliaturo (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3842)

Autorizzazione al comune di Rogliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Rogliano (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.630.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3843)

Autorizzazione al comune di San Pietro in Amantea ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di San Pietro in Amantea (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.290.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3844)

Autorizzazione al comune di Castroregio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Castroregio (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.150.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3845)

Autorizzazione al comune di Canna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Canna (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.096.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3846)

Autorizzazione al comune di San Giovanni di Gerace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di San Giovanni di Gerace (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 17.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3847)

Autorizzazione al comune di Orvinio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1963, il comune di Orvinio (Rieti), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.917.517, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3848)

Autorizzazione al comune di Pieveboviglíana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Pievebovigliana (Macerata), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.239.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3849)

Autorizzazione al comune di Roccamassima ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Roccamassima (Latina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3850)

Autorizzazione al comune di Spigno Saturnia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Spigno Saturnia (Latina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3851)

Autorizzazione al comune di Cori ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Cori (Latina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 48.450.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3852)

Autorizzazione al comune di Lenola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Lenola (Latina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3853)

Autorizzazione al comune di Camigliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Camigliano (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.730.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3854)

Autorizzazione al comune di Capodrise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Capodrise (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3855)

Autorizzazione al comune di Capua ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1963, il comune di Capua (Caserta), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 187.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3856)

Autorizzazione al comune di Casagiove ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 16 aprile 1963, il comune di Casagiove (Latina), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3857)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 29 gennaio 1963, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1963, registro n. 3, foglio n. 347, è stato accolto il ricorso straordinario presentato dalla ditta « Publitecnica » dei signori geom. Paolo Morsiani e dott. Francesco Scrocco, con sede in Pesaro, avverso le deliberazioni n. 198 del 9 giugno 1960 e n. 203 dell'11 giugno 1960, nonchè avverso la nota del 7 luglio 1960, rispettivamente del presidente e della Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Pesaro, relative alla aggiudicazione alla ditta « Dimas » di Jesi dell'appalto della pubblicità cartellonistica nei locali della 3ª Mostra provinciale del mobile.

(4225)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 87

Corso dei cambi dell'8 maggio 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,17	621,15	621,195	621,20	621,15	621,19	621,12	621,15	621,18	621,12
$ Can.	577,10	576,75	576,50	576,50	575,40	577,09	576,40	577,05	577,08	577 —
Fr. Sv.	143,50	143,46	143,45	143,47	143,47	143,50	143,465	143,50	143,50	143,48
Kr. D.	89,95	89,95	89,98	89,975	89,95	89,96	89,96	90 —	89,96	89.85
Kr. N.	86,92	86,93	86,98	86,93	86,90	86,94	86,94	86,95	86,94	86,92
Kr. Sv.	119,67	119,69	119,68	119,7050	119,55	119,69	119,6925	119,65	119,69	119.68
Fol.	172,87	172,79	172,80	172,82	172,75	172,88	172,785	172,85	172,88	172,86
Fr. B.	12,46	12,464	12,465	12,4675	12,4675	12,47	12,4670	12,45	12,46	12,47
Franco francese	126,77	126,765	126,78	126,765	126,75	126,77	126,76	126,75	126,77	126.75
Lst.	1738,69	1738,85	1738,90	1739,10	1738,45	1738,75	1738,70	1738,65	1738,70	1738,90
Dm. occ.	155,79	155,70	155,70	155,70	155,65	155,79	155,68	155,75	155,78	155.70
Scell. Austr.	24,04	24,04	24,03	24,04375	24 —	24,04	24,044	24,05	24,04	24,045
Escudo Port.	21,68	21,69	21,72	21,70	21,70	21,69	21,675	21,70	21,70	21,69

Media dei titoli dell'8 maggio 1963

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	108,55
Redimibile 3,50 % 1934	93,175
Id 3,50 % (Ricostruzione)	89,05
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,30
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,40
Id 5 % (Città di Trieste)	100,25
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,375
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,425
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	101,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	101,675
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	101,60
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	101,65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	102,65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	102.60
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	101,375

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi dell'8 maggio 1963

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	621,16
1 Dollaro canadese	576,45
1 Franco svizzero	143,467
1 Corona danese	89,967
1 Corona norvegese	86,935
1 Corona svedese	119,699
1 Fiorino olandese	172.802
1 Franco belga	12,467
1 Franco francese	126.762
1 Lira sterlina	1738,90
1 Marco germanico	155,69
1 Scellino austriaco	24,044
1 Escudo Port.	21.687

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Diario delle prove scritte del concorso a centocinquanta posti di notaio

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 20 marzo 1962, con il quale è stato indetto un concorso per esami a centocinquanta posti di notaio;
Visto l'art. 9 del regio decreto 14 novembre 1926, n. 1953, contenente disposizioni sul conferimento dei posti di notaio;

Decreta:

Le prove scritte del concorso per esami a centocinquanta posti di notaio, indetto con decreto ministeriale 20 marzo 1962, avranno luogo in Roma nei giorni 26, 27 e 28 giugno 1963.

Roma, addì 23 aprile 1963

Il Ministro: Bosco

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 maggio 1963
Registro n. 28 *Grazia e giustizia, foglio n.* 112. — Gallucci

(4242)

MINISTERO DELLE FINANZE

Diario delle prove scritte del concorso a ottantasette posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera esecutiva dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette, indetto con decreto ministeriale 15 maggio 1962.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto ministeriale 15 maggio 1962, registrato alla Corte dei conti il 7 giugno 1962, registro n. 15 Finanze, foglio n. 351, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 10 novembre 1962, n. 285, con il quale è stato indetto il concorso per esami a ottantasette posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera esecutiva dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette;
Visto il regio decreto 23 marzo 1933, n. 185, che approva il regolamento del personale degli uffici dipendenti dal Ministero delle finanze e successive modificazioni ed integrazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, che approva il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Le prove scritte del concorso per esami a ottantasette posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera esecutiva dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette, citato nelle premesse, avranno luogo in Roma, presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, e presso le Intendenze di finanza di Ancona, Bari, Bologna, Cagliari, Catania, Catanzaro, Firenze, Foggia, Genova, Messina, Milano, Napoli, Palermo, Salerno, Taranto, Torino e Venezia nei giorni 14 e 15 giugno 1963, alle ore 8.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e successivamente pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 marzo 1963

Il Ministro: Trabucchi

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *aprile* 1963
Registro n. 12 *Finanze, foglio n.* 114

(4235)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Costituzione della Commissione del concorso a quattordici posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova riservato al personale statale non di ruolo e dei ruoli aggiunti.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale 30 aprile 1959, con il quale è stato indetto un concorso a quattordici posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova della carriera esecutiva dell'Amministrazione delle difesa-Esercito, concorso riservato al personale di ruolo aggiunto e non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato;
Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888;
Visti i decreti del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, 10 gennaio 1957, n. 3, e 3 maggio 1957, n. 686;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione esaminatrice del concorso a quattordici posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova della carriera esecutiva dell'Amministrazione della difesa-Esercito, indetto con decreto ministeriale 30 aprile 1959, viene costituita come appresso:

ispettore generale Favazza dott. Francesco, presidente;

direttore di divisione de' Sio Cesari dott. Ugo, membro ordinario;

direttore di divisione Gizzi di Anagni dott. Emilio Maria, membro ordinario;

direttore di divisione Giacomazza dott. Giuseppe, membro ordinario;

direttore di sezione Libertino dott. Mario, membro ordinario;

ingegnere elettrotecnico principale Scarfò dott. Francesco, membro aggiunto per le materie speciali (matematica, fisica, chimica e costruzioni);

ragioniere-geometra capo Di Filippo Giovanni, membro aggiunto per le materie speciali (disegno geometrico e architettonico).

Disimpegnerà le funzioni di segretario della Commissione esaminatrice del concorso anzidetto il consigliere di prima classe Fragalà dott. Giovanni.

Art. 2.

Ai componenti della predetta Commissione ed al segretario sarà corrisposto il trattamento economico di cui alla legge 4 novembre 1950, n. 888 e al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 febbraio 1963

Il Ministro: Andreotti

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *aprile* 1963
Registro n. 29, *foglio n.* 312

(4093)

Costituzione della Commissione del concorso a novantacinque posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova riservato ai sottufficiali dell'Esercito.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale 30 aprile 1959, con il quale è stato indetto un concorso per esame preliminare a centonove posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova della carriera esecutiva dell'Amministrazione della difesa-Esercito, concorso riservato ai sottufficiali dell'Esercito;
Visto il successivo decreto ministeriale della stessa data, con il quale il numero dei posti del concorso anzidetto è stato ridotto a novantacinque;
Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888;
Visti i decreti del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, 10 gennaio 1957, n. 3, e 3 maggio 1957, n. 686;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione esaminatrice del concorso a novantacinque posti di assistente aggiunto del Genio militare in prova della carriera esecutiva dell'Amministrazione della difesa-Esercito, indetto con decreto ministeriale 30 aprile 1959 e riservato ai sottufficiali dell'Esercito, viene costituita come appresso:

direttore di divisione Favazza dott. Francesco, presidente;

direttore di divisione de' Sio Cesari dott. Ugo, membro ordinario;

direttore di divisione Gizzi di Anagni dott. Emilio Maria, membro ordinario;

direttore di divisione Giacomazza dott. Giuseppe, membro ordinario;

direttore di sezione Libertino dott. Mario, membro ordinario;

ingegnere elettrotecnico principale Scarfò dott. Francesco, membro aggiunto per le materie speciali (matematica, fisica, chimica e costruzioni);

ragioniere-geometra capo Di Filippo Giovanni, membro aggiunto per le materie speciali (disegno geometrico e architettonico).

Disimpegnerà le funzioni di segretario della Commissione esaminatrice del concorso anzidetto il consigliere di prima classe Fragalà dott. Giovanni.

Art. 2.

Ai componenti della predetta Commissione ed al segretario sarà corrisposto il trattamento economico di cui alla legge 4 novembre 1950, n. 888 e al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 febbraio 1963

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 aprile 1963
Registro n. 29, foglio n. 313

(4094)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Proroga del termine utile per la presentazione delle domande del concorso per la nomina di venti tenenti medici in servizio permanente effettivo nel Corpo sanitario militare marittimo.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 6 febbraio 1963, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 72 del 15 marzo 1963, con il quale è stato bandito il concorso per esami e per titoli a venti posti di tenente in servizio permanente effettivo nel Corpo sanitario militare marittimo ruolo medici;

Constatato che per sopravvenute esigenze dell'Amministrazione occorre prorogare i termini di presentazione delle domande di ammissione al concorso;

Decreta:

Art. 1.

I termini fissati nel decreto ministeriale 6 febbraio 1963 per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per esami e per titoli a venti posti di tenente in servizio permanente effettivo nel Corpo sanitario militare marittimo ruolo medici, sono prorogati sino al 14 maggio 1963. Alla stessa data sono prorogati i termini per la presentazione dei titoli scientifici e di carriera.

Art. 2.

Restano salvi i diritti di coloro che avevano già presentato domande di partecipazione al concorso suddetto.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 8 aprile 1963

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 aprile 1963
Registro n. 39 Difesa-Marina, foglio n. 207

(4243)

Avviso di rettifica

Nel « *Concorso per esami e per titoli a venti posti di tenente medico in servizio permanente effettivo nel Corpo sanitario militare marittimo* » pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 15 marzo 1963, agli articoli 5 e 6, alle righe, rispettivamente, quinta e settima, in luogo di « sessanta giorni » leggasi « trenta giorni ».

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diario delle prove scritte del concorso per esame e per titoli a venti posti di ispettore in prova nel ruolo degli storici dell'arte, della carriera direttiva del personale delle Soprintendenze alle antichità e belle arti.

Le prove scritte del concorso per esami e per titoli a venti posti di ispettore in prova nel ruolo degli storici dell'arte della carriera direttiva del personale delle Soprintendenze alle antichità e belle arti, indetto con decreto ministeriale n. 325 del 21 dicembre 1962, avranno luogo il 5, 6 e 7 giugno 1963, presso l'Accademia di belle arti, via Ripetta n. 218/*B*, Roma, alle ore 8.30.

(4236)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.